

## Le port du masque n'est pas obligatoire

**CORONAVIRUS** Le Conseil fédéral s'en tient toujours aux mesures d'hygiène et de distance de précaution et ne généralise pas le port du masque, ce qui ne convainc pas tous les médecins

PAR PHILIPPE BOEGLIN ARCINFO



Pour Alain Berset, garder 2 mètres de distance et soigner l'hygiène des mains restent les mesures centrales. La pharmacie de l'armée livrera quant à elle 1 million de masques par jour pour les détaillants. keystone

A l'instar d'autres pays, la Confédération ne détient pas suffisamment de masques pour que toute la population en porte en permanence dans l'espace public. C'est connu depuis un certain temps.

Le ministre de la Santé, Alain Berset, ne l'a pas dit ainsi hier, en conférence de presse. Avec le Conseil fédéral, il a néanmoins renoncé à introduire le port du masque obligatoire. Et a rappelé que d'autres gestes et attitudes demeurent indispensables pour éviter la contagion au coronavirus: «Garder deux mètres de distance et soigner l'hygiène des mains restent les mesures centrales. Nous avons atteint un équilibre fragile avec la réduction des nouvelles infections et des hospitalisations, il nous faut rester solides et disciplinés ces prochaines semaines si nous voulons espérer de meilleures perspectives et des assouplissements supplémentaires cet été.»

**Pourtant, ça protège**

Si le masque ne constitue pas une assurance tout risque face à l'épidémie, il représente une pièce importante du dispositif. «Il est évident que, dès que l'on est à moins de deux mètres de quelqu'un d'autre, le masque offre une certaine protection. L'Académie française de médecine vient de rappeler et de recommander une nouvelle fois le port du masque en communauté. Le Conseil fédéral aurait de bonnes raisons de le rendre obligatoire. Mais cela impliquerait qu'il devrait s'assurer que l'on puisse s'en procurer, ce qui n'est pas possible aujourd'hui», fait remarquer Philippe Eggimann, médecin infectiologue et président de la Société médicale de Suisse romande.

«Les institutions sanitaires et les cabinets médicaux reprennent leurs activités normales dès lundi. La question se pose: va-t-on demander à tous les patients des hôpitaux de mettre un masque? Et dans les cabinets médicaux? Il serait totalement logique de demander de porter un masque dans ces endroits. Je suis surpris que le Conseil fédéral n'impose pas le port du masque pour tout le domaine des soins.»

### **Rester à la maison**

Le Conseil fédéral estime lui que «les personnes en bonne santé n'ont toujours pas besoin de porter un masque dans les lieux publics», écrit-il dans son communiqué. Dans le même temps, il continue d'inviter la population, et particulièrement les malades, à rester à la maison.

«Ce qui est gênant et crée de l'insécurité, c'est que le Conseil fédéral n'ose pas dire franchement que le masque protège, et ce en raison des disponibilités insuffisantes. Il serait préférable de le communiquer clairement, ainsi que d'appliquer le principe de précaution de manière uniformisée et pas à géométrie variable», réagit le médecin Philippe Eggimann.

### **100 millions de masques**

La Confédération poursuit ses achats sur le marché des masques. C'est la pharmacie de l'armée qui est à la manœuvre. «Au début de ce mois, quelque 100 millions de masques avaient été acquis. Aujourd'hui, nous avons 18 millions de masques d'hygiène et 1,2 million de masques FFP2 (médicaux, ndlr) en stock. Le reste va arriver par tranches ces prochains jours», détaille la ministre de la Défense, Viola Amherd.

La pandémie amène en effet d'innombrables Etats à se procurer des masques, et la demande dépasse l'offre. «Les ménages privés, les entreprises et les établissements sanitaires ont la responsabilité de se procurer des masques. Afin d'assurer un approvisionnement de départ, la pharmacie de l'armée livrera pendant les deux prochaines semaines un million de masques par jour pour les détaillants.» Rappelons qu'un à deux millions de masques sont consommés chaque jour rien que par les établissements de soins.

«Obtenir des masques chirurgicaux pour tout le monde ne sera pas possible. Par contre, les masques en tissu lavables pourraient sûrement être produits en Suisse, par exemple dans des ateliers textiles et de couture», appelle Philippe Eggimann. D'autres médecins ont même conseillé ces derniers jours des masques faits maison. Une idée qui n'enthousiasme guère le Conseil fédéral: «Les masques en tissu ne doivent pas être fabriqués maison.»

### **Berne a cautionné 17 milliards de prêts aux entreprises suisses**

Le conseiller fédéral Ueli Maurer tire un premier bilan positif des aides fournies pour soutenir l'économie. La Confédération a jusqu'ici approuvé 109 000 cautionnements pour 17 milliards de francs.

Selon le conseil fédéral, le système mis en place par la Suisse est particulièrement efficace et de nombreux médias en Europe et aux Etats-Unis ont demandé à Berne comment un tel programme avait pu être mis en place de manière rapide et directe. En ce qui concerne les abus, ils représentent probablement bien moins de 1% des dossiers, selon Ueli Maurer, qui a dit ne pas avoir connaissance de cas concret.

#### Soutenir les start-up

Ce programme de cautionnement permet de garder des liquidités dans l'économie. Mais la Suisse doit aussi se projeter dans l'après crise. Le Conseil fédéral veut qu'elle reste un acteur important de l'innovation et empêcher que la pandémie ne provoque l'insolvabilité de start-up prometteuses. Ces entreprises n'ont pour l'instant pas pu recourir, ou de manière très limitée, aux mesures d'urgences de la Confédération.

Le gouvernement a décidé mercredi d'utiliser le système de cautionnement dont bénéficient les PME afin de les soutenir. Une nouvelle procédure sera mise en place pour les start-up d'ici au 30 avril. La Confédération pourra ainsi cautionner 65% d'un crédit, et le canton les 35% restants.

#### Facture salée

Bien que soutenue, l'économie souffrira. Ueli Maurer estime que le déficit que pourrait engendrer la crise du Coronavirus pour la Confédération avoisinera les 80 milliards de francs, soit plus ou moins le budget annuel de la Confédération. ats